

Comment la chute d'Orbán a bouleversé l'avenir politique de la Serbie

Liudmila Listrovaya | 25 septembre 2026 | ARTICLES



Cet article est une traduction de l'article « [How Orbán's Fall Changed Serbia's Political Future](#) », publié le 28 juillet 2026 sur War on the Rocks.

Dans le discours annonçant l'invasion de l'Ukraine le 24 février 2022, Vladimir Poutine n'a mis que quelques minutes pour en venir au « péché originel » de sa liste des crimes occidentaux. Avant l'Irak, avant la Libye, avant la Syrie, [venait Belgrade](#) : « Tout d'abord, une opération militaire sanglante a été menée contre Belgrade, sans l'autorisation du Conseil de sécurité de l'ONU, avec des avions de combat et des missiles utilisés au cœur de l'Europe. » Cette référence n'était pas fortuite : Poutine disait ainsi aux Serbes que la guerre menée par la Russie en Ukraine et les bombardements de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) sur la Yougoslavie s'inscrivaient en réalité dans une même histoire, et que lui, contrairement à l'Occident, s'en souvenait. Aleksandar Vučić, président de la République de Serbie, raconte la même histoire aux Serbes depuis 15 ans.

Le vocabulaire commun à la Russie et à la Serbie est l'élément le plus important à comprendre concernant la Serbie d'aujourd'hui. Le régime qui a développé ce vocabulaire a fondé sa légitimité intérieure sur la présentation de chaque défi – qu'il s'agisse de manifestations de l'opposition, du journalisme indépendant, de mobilisation citoyenne ou d'une révolution de Maïdan orchestrée par des puissances étrangères – comme une menace. En avril 2026, ce dispositif est entré dans une nouvelle phase : le Premier ministre hongrois Viktor Orbán, après seize ans au pouvoir, a concédé la défaite face au parti Tisza de Péter Magyar, qui a remporté une majorité qualifiée grâce à une campagne axée sur l'inflation, la stagnation de la croissance et la corruption des élites. Dans les 24 heures qui ont suivi, Magyar [a publiquement laissé entendre](#) qu'il savait qui était le « parrain » derrière l'alliance Orbán-Fico-Vučić. Aleksandar Vučić, qui avait passé la veille des élections [à remercier Orbán « pour tout »](#) sur Instagram, s'est emporté à la télévision d'État, déclarant que les propos de Magyar étaient « stupides et irresponsables ». Un affrontement extraordinaire et révélateur, qui a mis en lumière le mécontentement de Belgrade, car Vučić venait de perdre le plus grand allié prêt à le protéger au sein de l'Union européenne (UE).

Un vocabulaire commun

Au cours de la dernière décennie, la Serbie de Vučić a perfectionné ce que les chercheurs appellent l'« [autoritarisme compétitif](#) » : un régime qui organise des élections, tolère les manifestations et [joue un jeu d'équilibriste entre Bruxelles et Moscou](#), tout en vidant de leur substance toutes les institutions susceptibles de le contraindre. Des chercheurs serbes ont

démontré que la réponse du régime aux manifestations de masse obéissait à [trois règles tactiques](#) : les tolérer, maintenir la police à l'écart des rues, et présenter les manifestants comme les instruments d'une « influence étrangère vague mais sinistre ». Freedom House classe désormais la Serbie comme « [partiellement libre](#) ». L'institut V-Dem la qualifie quant à lui d'« [autocratie électorale](#) ». Début 2026, la Commission européenne a entrepris d'évaluer la suspension de 1,5 milliard d'euros de financements européens [en raison de préoccupations liées à l'État de droit](#). La commissaire européenne à l'Élargissement, Marta Kos, invoquait à ce propos la répression des manifestants et « l'ingérence récurrente dans les médias indépendants ».

L'infrastructure sous-jacente à ce spectacle est plus difficile à percevoir, mais il est essentiel de la comprendre. Predrag Petrović, directeur de la recherche du Centre de Belgrade pour la politique de sécurité, a notamment montré comment le Parti progressiste serbe au pouvoir [s'est emparé](#) des appareils de sécurité et de renseignement serbes, et cela dès son arrivée au pouvoir – à commencer par la loi qui a permis à Vučić lui-même de devenir secrétaire du Conseil national de sécurité. Dès 2018, le chef du département de protection de l'Agence de renseignements et de sécurité serbe (BIA) déclarait en effet publiquement, lors d'une conférence d'extrême droite à laquelle assistait Vučić lui-même, que la mission principale de l'agence était désormais de se défendre contre les « ennemis intérieurs », c'est-à-dire les partis d'opposition, les médias indépendants, les organisations non gouvernementales et les syndicats qui serviraient prétendument des « agents étrangers ».

[Les politologues expliquent](#) que ce qui s'est passé en Serbie à travers la mainmise systématique sur les institutions indépendantes – notamment les tribunaux, les autorités de régulation et les services de sécurité – par un parti au pouvoir qui reste au-dessus des lois, peut être qualifié de *capture de l'État*. Dans le cas de la Serbie, cette mainmise revêt également une [dimension numérique](#) : depuis 2017, l'entreprise chinoise Huawei Technologies a équipé Belgrade, Novi Sad et Niš d'un [réseau de caméras de reconnaissance faciale](#) « Safe City », mis en place sans aucune base légale pour la surveillance biométrique. [Selon l'enquête menée par Radio Free Europe](#), la police continue d'inculper des manifestants pour des infractions commises après les manifestations, sans jamais vérifier leur identité, précisément grâce au réseau de reconnaissance faciale déjà en place.

En 2022, Vučić a nommé Aleksandar Vulin, chef d'un petit parti pro-russe, au poste de directeur de l'Agence de renseignements et de sécurité, malgré les protestations occidentales. Vulin avait déjà attiré l'attention internationale pour avoir transmis à Moscou des [dossiers de surveillance](#) concernant des dissidents russes à Belgrade, ce qui avait alors contribué à l'arrestation du militant d'opposition Andreï Pivovarov. En décembre 2021, Vulin, alors ministre de l'Intérieur, mettait en place un groupe de travail conjoint avec le Conseil de sécurité de la Fédération de Russie. Selon le gouvernement serbe, ce groupe de travail a pour objectif d'élaborer des mesures [visant à prévenir les manifestations de masse, à surveiller les militants de l'opposition, les journalistes indépendants et les organisations non gouvernementales, ainsi qu'à déjouer les « révolutions de couleur »](#) qui [« sont déjà devenues un instrument politique traditionnel de certains centres de pouvoir et pays qui cherchent à saper l'État et à entraîner une perte de souveraineté sous prétexte de démocratisation »](#). Poutine a par ailleurs décerné l'[Ordre de l'Amitié](#) à Vulin pour avoir maintenu des « liens étroits » entre les services de renseignement des deux pays. En mars 2025, au plus fort des manifestations étudiantes déclenchées par l'effondrement meurtrier de l'auvent de la gare de Novi Sad, Vulin, alors vice-Premier ministre, a rencontré Sergueï Choïgou, homme politique russe, à Moscou pour discuter, selon Reuters, du « dialogue en cours » sur la [lutte contre les « révolutions de couleur » en Serbie](#).

Le chef de l'État russe et d'autres responsables du Kremlin ont tous [publiquement approuvé](#) la manière dont le régime présente ces manifestations comme une tentative des forces de l'Union européenne afin de provoquer un changement de régime. [Des chercheurs démontrent](#) que le régime russe a complètement infiltré l'État serbe, son paysage médiatique comme son discours public. Russia Today et [Sputnik Srbija](#) diffusent le même vocabulaire en serbe. Par exemple, un récent sondage a révélé que [72 %](#) des Serbes interrogés estimaient que l'OTAN avait provoqué la Russie pour qu'elle envahisse l'Ukraine.

La preuve la plus directe de ce que fait réellement ce groupe de travail réside dans le [traitement réservé aux militants anti-guerre russes](#) qui se sont réfugiés en Serbie après février 2022. En juillet 2023, l'[Agence de renseignements et de sécurité a placé en détention Peter Nikitin](#) – un avocat néerlandais-russe qui organise des rassemblements anti-Poutine à Belgrade en tant que porte-parole de la Société démocratique russe – pendant plus de 24 heures à l'aéroport Nikola Tesla de Belgrade en vertu d'un arrêté d'expulsion, avant de le relâcher sans explication. Cette affaire s'est transformée en une pratique courante. Le ministère serbe de l'Intérieur a par exemple refusé d'accorder des titres de séjour à [Vladimir Volokhonsky](#), [Yevgeny Irzhansky](#) et à la traductrice littéraire [Elena Koposova](#), invoquant à chaque fois un « risque pour la sécurité », non précisé – le même vocabulaire que celui utilisé par l'Agence de renseignements et de sécurité à l'encontre des détracteurs nationaux. En octobre 2024, après avoir organisé un rassemblement en mémoire d'Alexeï Navalny, le leader de l'opposition russe [décédé des suites d'un empoisonnement](#) dans une prison russe en février 2024, les autorités ont ordonné à [Anton Bobryshev](#) de quitter le pays. [Nikitin a déclaré](#) à la chaîne d'information en continu N1 qu'il s'agissait de « la mise en œuvre d'un accord secret entre l'Agence de renseignements et de sécurité et [le Service fédéral de sécurité russe], que Vulin avait signé il y a quelques années pour contrer les révolutions de couleur ».

J'ai personnellement été témoin des conséquences des répressions visant les militants politiques russes émigrés en Serbie. Entre août 2025 et juillet 2026, j'ai mené des entretiens approfondis avec les membres de cette diaspora au cours de deux séjours de recherche. Ce que j'ai découvert, ce n'était pas une répression spectaculaire, marquée par des empoisonnements et des fusillades, mais quelque chose de plus discret et, dès lors, de plus efficace et encore plus dangereux : un phénomène que j'ai

appelé la « répression ambiante ». Mes interlocuteurs pouvaient rarement déterminer si un refus de titre de séjour permanent, un avertissement de la police, une désignation comme « menace pour la sécurité nationale », la présence d'hommes non identifiables photographiant un rassemblement, des menaces anonymes, voire le harcèlement de la part de groupes d'extrême droite, provenaient directement des services de sécurité serbes ou de l'État russe. Alors que les migrants russes politiquement actifs voient leur titre de séjour annulé, certains groupes de Russes reçoivent bel et bien des passeports serbes. Le site d'investigation iStories rapporte que plus de deux cents Russes se sont vu accorder la nationalité serbe « [dans l'intérêt de la république](#) » depuis janvier 2022, une sorte de liste prioritaire composée d'élites liées au Kremlin, de milliardaires partisans de la guerre et de personnalités visées par des sanctions de l'UE.

Ce type de répression discrète constitue la doctrine opérationnelle même d'un État capturé. Ceci explique pourquoi le régime a répondu au soulèvement étudiant de 2024 à 2025 – la plus grande mobilisation civique de l'histoire de la Serbie post-Milošević – non pas par des arrestations massives, mais par une [délégitimation calculée](#), des campagnes de diffamation dans la presse à sensation du régime, la divulgation d'enregistrements des organisateurs, l'arrestation de six militants pour « complot en vue d'un renversement violent de l'ordre constitutionnel », et par la menace télévisée de Vučić selon laquelle l'unité des forces spéciales pourrait disperser les manifestants en « [six ou sept secondes](#) ». Les étudiants ont refusé toute affiliation politique et toute cooptation par l'opposition, privant ainsi le régime de la cible partisane dont il a besoin, ce qui fait du cadre de « la révolution colorée » le seul récit qui reste au régime.

Le bouclier d'Orbán, désormais disparu

Pendant seize ans, Viktor Orbán a fait pour Aleksandar Vučić ce que personne d'autre en Europe ne pouvait faire : il a voté [contre le soutien à l'Ukraine](#) et [bloqué les sanctions de l'UE](#) contre la Russie, garantissant ainsi que le refus de la Serbie de s'y joindre n'entraîne aucune conséquence. Il [a plaidé haut et fort en faveur d'une procédure accélérée pour l'adhésion de la Serbie](#), permettant au régime d'apparaître à la fois récompensé par l'Europe et réfractaire à celle-ci. Orbán a également ancré un corridor énergétique Belgrade-Budapest-Moscou, le gazoduc TurkStream, les extensions prévues de l'oléoduc Droujba, ainsi que de nombreux projets d'infrastructure à grande échelle financés par la Chine.

La victoire de Péter Magyar perturbe ces trois fonctions d'un seul coup et libère l'Union européenne du piège de l'[équilibre autoritaire](#), qui a permis pendant des années aux autocrates de rester protégés et soutenus par les financements de l'UE ; le tout avec une résistance interne minimale. Magyar a fait part de son intention de « s'affranchir de la dépendance de la Hongrie vis-à-vis des sources d'énergie russes ». Son parti, Tisza, siège au sein du Parti populaire européen (PPE), la même famille politique que l'Union démocratique croate, dont le Premier ministre Andrej Plenković a été parmi les premiers à féliciter Magyar par téléphone. L'équilibre des forces du Parti populaire européen au sein du Conseil a basculé du jour au lendemain au détriment de Belgrade. Et concernant l'adhésion, [Magyar n'a ni l'affinité idéologique ni la motivation politique](#) nécessaires pour faire passer la candidature de la Serbie au-delà des objections relatives à l'État de droit qui ne cessent de s'accumuler depuis les élections contestées de décembre 2023 et les répressions de l'année dernière.

La chute d'Orbán rompt l'équilibre autoritaire dont la Serbie a bénéficié pendant des années, et le [coup psychologique](#) est au moins aussi important que le coup institutionnel. Comme le soutiennent depuis longtemps les spécialistes, les régimes de ce type survivent en [projetant une image d'invincibilité](#), en persuadant les élites et les citoyens que la défection est vaine et coûteuse, en entretenant de solides [liens de coopération économique avec les gouvernements autoritaires voisins](#), et en [offrant leur soutien](#) à d'autres États au sein du « club autocratique » en temps de crise. La victoire de Magyar a bouleversé tous ces équilibres et démontré que même ceux qui règnent depuis longtemps ne finissent pas par régner éternellement.

Quelques heures après les élections hongroises, les dirigeants des partis d'opposition serbes [ont déclaré](#) que cette victoire historique constituait une « feuille de route politique pour la Serbie » et que « la liberté arrivera bientôt en Serbie aussi », car « aujourd'hui, Orbán est tombé, demain ce sera au tour de Vučić ». Les élites serbes peuvent observer [de près à quoi ressemble la défaite](#) : depuis avril, le Fidesz d'Orbán est en chute libre. Orbán a pratiquement disparu de la vie publique, et le Parlement hongrois a destitué le président et le président de la Cour constitutionnelle, et interdit aux députés ayant exercé trois mandats de se présenter à nouveau. Pour le régime serbe, dont la légitimité repose sur des arguments d'inévitabilité et de stabilité, l'effondrement d'un voisin encore plus solidement ancré au pouvoir est en soi déstabilisant. Les [Hongrois se sont rendus aux urnes en nombre record](#) ; Tisza l'a emporté non pas en mobilisant une nouvelle base électorale, mais en détournant les électeurs des zones rurales et des petites villes du Fidesz sur les questions de la vie quotidienne que la catastrophe de Novi Sad a placées au cœur de la politique serbe. Reste toutefois à voir si les élections hongroises auront une incidence sur l'opinion publique en Serbie.

Ce qu'il reste à Vučić

Depuis une décennie, Vučić parvient à [jongler avec ses affinités politiques](#) : se faire photographier [aux côtés d'Ursula von der Leyen](#) une semaine, puis de Vladimir Poutine la semaine suivante, qualifiant les mêmes manifestations d'« excès démocratiques » à l'étranger et de « subversion étrangère » chez lui, tout en comptant sur Orbán pour édulcorer chaque conclusion du Conseil. Sans Orbán, chaque acte de répression à Belgrade se traduit plus directement par des sanctions liées à l'adhésion, le gel des fonds et des pressions sur la liberté de circulation sans visa – leviers qui sont restés les outils les plus efficaces de l'UE dans la région. Le [corridor énergétique Belgrade-Budapest](#), qui justifiait la défense de TurkStream et la planification de Droujba, a perdu

son point d'arrivée.

La Hongrie ne bloquera pas le prochain train de sanctions et ne fera pas pression en faveur de l'adhésion de la Serbie. En vertu des règles de l'unanimité, sanctionner Belgrade exigeait l'accord des 27 États membres, tandis que la protéger n'en nécessitait qu'une seule ; or, le vote d'Orbán fournissait ce pouvoir protecteur de manière fiable, à tel point et si souvent que les diplomates de l'UE rédigeaient de manière préventive [des déclarations « peu ambitieuses »](#) dans le seul but d'éviter les vetos. Si la victoire de Magyar ne rend pas Bruxelles plus audacieuse, elle modifie toutefois la configuration par défaut du pouvoir : le libellé des sanctions n'est plus édulcoré avant le vote, et une majorité hésitante ne peut plus se cacher derrière Orbán.

Soyons clairs : la chute d'Orbán n'est pas à l'origine de la vulnérabilité de Vučić. Les manifestations menées par les étudiants, les revendications économiques et la corruption endémique sont en effet bien antérieures aux élections hongroises. Le levier occidental en faveur de la démocratisation fonctionne grâce aux ouvertures existantes au sein du régime national, et non en dépit de celles-ci. Pendant une décennie, Orbán a joué le rôle de ce que les politologues Steven Levitsky et Lucan Way appelleraient un « [chevalier noir](#) », un protecteur qui affaiblit ce levier en agissant depuis l'intérieur même de l'Union européenne. Sa défaite marque l'ouverture de perspectives de démocratisation, à ne pas confondre avec l'instauration directe de la démocratie.

Fin juin 2026, onze semaines après qu'Orbán a reconnu sa défaite, Vučić a stupéfié le pays en [annonçant qu'il démissionnerait](#) et convoquerait des élections présidentielles et législatives anticipées, un an avant l'expiration de son mandat. Les analystes y ont vu un repli tactique de la part d'un président qui ne peut se représenter et qui a l'intention de revenir en tant que Premier ministre, une manœuvre qui n'est pas rare chez les dirigeants autoritaires de nos jours. Obtenir un nouveau mandat de quatre ans, avant que l'influence non contrebalancée de l'Union européenne ne se renforce et que les étudiants ne se consolident en une force électorale, constitue la décision rationnelle d'un régime qui vient de perdre sa garantie.

Le [mouvement étudiant](#) a fait preuve d'une capacité de mobilisation sans précédent depuis 2000. Les élections locales de 2025 à Kosjerić, Zaječar, Negotin, Mionica et Sečanj ont montré que les listes soutenues par les étudiants pouvaient briser la domination du Parti progressiste serbe, même dans ses bastions ruraux. Les conditions qui ont conduit à la victoire de Tisza – stagnation économique, inflation au quotidien, corruption flagrante des élites rendue indéniable par un effondrement catastrophique des infrastructures – sont toutes présentes en Serbie. Ce qui manque toutefois, comme l'[a observé](#) Bailey Galicia de l'Atlantic Council à propos de la Serbie et de la Géorgie, c'est une opposition unifiée prête à subordonner ses divergences internes à une stratégie électorale unique.

Regarder vers l'avenir

L'Agence de renseignements et de sécurité, désormais sous contrôle, la Cour suprême de Belgrade, docile, le ministère public centralisé, le réseau de surveillance biométrique « Safe Cities » de Huawei, le monopole médiatique pro-gouvernemental et les cadres fidèles présents dans l'ensemble de l'appareil d'État, tels que les décrit Predrag Petrović, ne disparaîtront pas à la suite d'un simple bouleversement électoral à Budapest. La Russie, quant à elle, vient de trouver une raison d'investir davantage, et non moins. Avec la perte de la Hongrie, la Serbie devient le dernier point d'ancrage le plus important du Kremlin dans la région, et un protecteur qui a passé une décennie à mettre en place tout un appareil au sein du pays ne le laissera pas filer facilement.

Le monde doit s'attendre à voir s'intensifier cette mise en scène publique : davantage de déclarations du ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov et de la porte-parole du même ministère Maria Zakharova ; davantage de productions de type « guerre de l'ombre » diffusées par la chaîne de télévision Russia Today Balka ; davantage de pseudo-informations hystériques sur les « ennemis étrangers » diffusées par Radio Sputnik, et davantage de coopération autoritaire en matière de renseignement entre l'Agence de renseignements et de sécurité et le Service fédéral de sécurité russe. L'autoritarisme non étatique devrait se développer en conséquence : l'[écosystème post-2022](#) des partis marginaux pro-russes, des associations d'anciens combattants, des formations « de rue » d'extrême droite et des entités quasi-gouvernementales [opérant ouvertement](#) en Serbie – notamment la Fondation « Monde russe » –, le Fonds Gorchakov et le tristement célèbre centre humanitaire russo-serbe de Niš ont plus que jamais de chances de bénéficier de financements publics supplémentaires et de devenir encore plus omniprésents en Serbie. À mesure que se referme le pantouflage – passage d'un haut fonctionnaire ou d'un élu vers le secteur privé – orchestré par Orbán à Bruxelles, la valeur de chaque levier dont dispose encore Moscou à Belgrade ne fera que croître.

L'Union européenne devrait considérer les élections serbes comme un test permettant d'évaluer le degré de cooptation autoritaire : déployer une mission d'observation complète avant le scrutin, examiner de près l'utilisation par le parti au pouvoir des médias d'État et des ressources administratives, et indiquer clairement que les 1,5 milliard d'euros suspendus ne seront pas débloqués tant que les manifestants feront l'objet de poursuites pour « complot visant à renverser l'ordre constitutionnel ». Bruxelles devrait également surveiller ce que Belgrade fait subir aux personnes les moins à même de manifester, c'est-à-dire les exilés russes opposés à la guerre, expulsés pour des motifs vagues et injustifiés de « risque pour la sécurité » ou privés de leur titre de séjour. Les États membres devraient offrir à ces militants des visas humanitaires et une voie d'accès à la protection, et la Commission européenne devrait évoquer chaque expulsion en citant les noms concernés lors des négociations d'adhésion. Un régime qui a perdu son principal allié à Budapest observera attentivement si quelqu'un à Bruxelles le surveille à son tour.

Crédit photo : Union européenne via [Wikimedia Commons](#)

Liudmila Listrovaya

Liudmila Listrovaya est maîtresse de conférence (assistant professor) invitée à l'Amherst College ; elle était auparavant chercheuse postdoctorale au Weiser Center for Europe and Eurasia de l'université du Michigan. Liudmila est sociologue politique et environnementale, spécialisée dans la répression transnationale russe et le populisme autoritaire. Ses travaux de recherche sur la diaspora russe et l'autoritarisme extraterritorial ont récemment été publiés dans Social Forces et d'autres revues à comité de lecture, notamment Environmental Sociology, Society and Natural Resources et Qualitative Sociology.

Comment citer cette publication

Liudmila Listrovaya, « Comment la chute d'Orbán a bouleversé l'avenir politique de la Serbie », trad., *Le Rubicon*, vol. 6, 25 septembre 2026 [<https://lerubicon.org/comment-la-chute-dorban-a-bouleverse-lavenir-politique-de-la-serbie/>].

